



En mouvement

SEPTEMBRE 2026 | ANALYSES ET ACTUALITÉS DE L'ASSEMBLÉE INTERNATIONALE DES PEUPLES

Dix-sept ans dans les quartiers pénitentiaires : la naissance et le déclin du mouvement des prisonniers palestiniens

Chers camarades, salutations internationalistes ! Bienvenue dans ce numéro de la **lettre d'information *In Movement*** de l'[Assemblée internationale des peuples](#) (IPA).

Tout au long de l'année 1987, les forces sionistes ont intensifié leur brutale campagne militaire au Liban, menant sans relâche des frappes aériennes et des bombardements d'artillerie contre des zones civiles du Sud. Elles ont pris indistinctement pour cible des villages et des villes libanaises, tuant des centaines de civils — femmes, enfants et personnes âgées sans aucun lien avec un quelconque conflit armé. Il ne s'agissait pas d'incidents isolés, mais d'opérations systématiques qui ont détruit des maisons, des écoles, des hôpitaux et des quartiers entiers. Des villages ont été réduits à l'état de ruines ; les survivants ont dû traverser des paysages dévastés, privés d'abris, de nourriture et de soins médicaux adéquats. L'occupation et la présence militaire ont transformé le Sud-Liban en zone de guerre, où la population vivait dans la crainte permanente des bombardements. L'année 1987 s'inscrit ainsi dans une longue histoire d'agressions militaires étrangères et d'occupation ayant causé des souffrances incommensurables aux populations civiles.

La même année, sur les pentes occidentales du mont Hermon, un jeune combattant du Front de résistance nationale libanais a été blessé, encerclé puis capturé à l'issue d'un affrontement au cours duquel plusieurs officiers et soldats israéliens, descendus en hélicoptère sur sa position, ont été tués. S'ensuivirent 100 jours d'interrogatoires et de torture dans un centre du renseignement militaire situé entre Lod et Ramla, six mois de détention provisoire, puis une

peine de 30 ans de prison prononcée par un tribunal militaire devant lequel il refusa de comparaître dès la première audience.

Ce combattant est Anwar Yassine, aujourd'hui membre du Comité central du Parti communiste libanais. Il a passé les 17 années suivantes dans des prisons sionistes — d'abord à Ramla, puis à Ashkelon — et est devenu l'un des membres du noyau organisationnel du mouvement des prisonniers palestiniens : les grèves de la faim, la direction unifiée des factions et la discipline collective qui ont transformé certains des objectifs les plus durs du système carcéral sioniste en ce qu'il appelle des « écoles politiques ».



Dans cet entretien approfondi, Yassine retrace ce parcours de l'intérieur. Il explique comment un mouvement né dans des quartiers pénitentiaires hérités des lois d'exception du mandat britannique a appris à arracher des concessions : accès aux études universitaires, examens de l'enseignement secondaire, amélioration de la nourriture et davantage de chaînes de télévision. Il évoque notamment une grève de la faim de jours et des années de discipline accumulée qui ont permis d'arracher ces acquis à l'administration pénitentiaire. Il décrit les six années qui ont entouré la Première Intifada comme la période la plus forte de l'histoire du mouvement. Il explique aussi comment les accords d'Oslo de 1993 ont divisé celui-ci selon la même ligne de fracture que la scène politique palestinienne dans son ensemble : entre celles et ceux qui misaient sur la négociation et celles et ceux qui y voyaient une machine à concessions sans limites.

Il rappelle également le rôle des vétérans qui ont transmis cette discipline : des prisonniers comme le martyr Omar al-Qasem, détenu depuis 1968 et tué par négligence médicale après 21 ans d'incarcération, dont l'expérience a été transmise aux jeunes combattants que l'Intifada a envoyés en prison après lui. Cette fracture, soutient Yassine, est la véritable clé pour comprendre ce qui peut apparaître comme une escalade récente. La torture, l'isolement de dirigeants tels qu'Ahmad Sa'adat, Marwan Barghouti et Abbas al-Sayed, la législation instaurant la peine de mort que l'occupant a ratifiée depuis le 7 octobre 2023, ou encore le statut de « combattant illégal » inventé pour les détenus de Gaza : rien de tout cela, selon son analyse, n'est nouveau. C'est la conséquence, et non la cause, d'un mouvement de prisonniers dont la volonté collective s'est fragmentée après que le mouvement hors des murs s'est lui-même divisé.

« Si le mouvement des prisonniers est uni, ou inversement si la rue palestinienne est unie, alors naturellement le mouvement national des prisonniers sera uni », dit-il. « Mais la division au sein de la rue palestinienne ... s'est répercutée sous forme de division au sein du mouvement des prisonniers. »

Au fil de son récit, Yassine décrit les moyens, petits mais méthodiques, par lesquels l'administration pénitentiaire use une population : les fouilles humiliantes imposées aux familles en visite, la cruauté ordinaire d'un agent dont l'humeur décide de ce qui peut entrer dans une cellule, et l'arithmétique des peines. Selon ses propres calculs, il s'attendait à une condamnation avoisinant 500 ans de prison pour les officiers et soldats tués dans la bataille ayant conduit à sa capture ; une subtilité juridique concernant le lieu exact de son arrestation a ramené cette peine à trente ans.

Il se montre tout aussi direct sur ce qu'il considère comme une confusion délibérément entretenue dans la manière dont le monde est invité à considérer les prisonniers palestiniens : comme un dossier humanitaire plutôt que comme une question politique. Des figures telles que Barghouti et Sa'adat sont prises pour cible, affirme-t-il, précisément parce qu'elles sont des dirigeants politiques capables de porter un projet national. Cette même logique poursuit les prisonniers libérés jusque dans l'exil, où les gouvernements hôtes font de leur silence sur la politique palestinienne une condition de leur liberté.

L'entretien s'achève sur Gaza depuis le 7 octobre 2023 : les « batailles » successives pour le nord, le centre et le sud de la bande de Gaza, que Yassine analyse comme une guerre unique et continue plutôt que comme trois conflits distincts, ainsi que l'expansion des colonies en Cisjordanie. Selon lui, cette expansion répond au rejet public, par Netanyahu, de l'État palestinien en imposant des faits accomplis sur le terrain. « Si une politique comme celle-ci ... réussit dans l'ensemble de la patrie palestinienne, elle ne s'arrêtera pas là : elle s'étendra à d'autres lieux. »

Ce qui se dégage n'est pas tant une simple interview qu'une histoire condensée du mouvement national palestinien, telle qu'elle a été vécue et organisée depuis l'intérieur d'une cellule israélienne : l'héritage du droit colonial, la discipline de la lutte collective, les dommages particuliers infligés par les accords d'Oslo, et l'argument — formulé par quelqu'un qui a passé 17 ans à en faire l'expérience — selon lequel la vague actuelle de répression n'est pas une anomalie, mais un symptôme. Dans ses dernières pages, l'entretien plaide aussi pour que la cause des prisonniers soit considérée comme inséparable de la question plus large de la vie politique palestinienne : non comme un appel humanitaire à régler discrètement, mais comme un front de la même lutte, qui traverse l'ensemble du territoire palestinien jusqu'à Gaza.

[Lire l'article complet ici.](#)

Actualités



Manifeste pour la libération du président Nicolás Maduro et de la députée Cilia Flores

Près de neuf mois après l'entrée des forces états-uniennes au Venezuela, le 3 janvier 2026, et l'enlèvement du président Nicolás Maduro et de la première dame Cilia Flores, sans procédure d'extradition ni autorisation du Conseil de sécurité, ALBA Movimientos et l'AIP ont publié un manifeste signé par plus de 189 personnes et 23 organisations d'Amérique latine, du Moyen-Orient et d'Europe, exigeant leur libération immédiate.

Le manifeste souligne que les accusations de trafic de drogue portées contre Maduro reposent sur le prétendu « Cartel de los Soles », une organisation dont le gouvernement états-unien reconnaît lui-même l'inexistence. Il affirme que les poursuites violent l'article 2, paragraphe 4, de la Charte des Nations unies ainsi que l'immunité des chefs d'État. Citant Trump, selon lequel l'objectif de l'opération « a toujours été de mettre le gouvernement bolivarien à genoux », le texte appelle à l'abandon des poursuites, au plein respect de la souveraineté vénézuélienne, au rejet de la compétence extraterritoriale par les États et organisations, ainsi qu'à la fin de la « guerre contre la drogue » utilisée comme prétexte à l'intervention en Amérique latine.

[En savoir plus](#)



Les élections brésiliennes de 2026 : menace impérialiste et avertissement internationaliste

À l'approche des élections brésiliennes des 4 et 25 octobre, marquées par une égalité statistique entre l'alliance démocratique de Lula et le candidat d'extrême droite Flávio Bolsonaro parmi plus de 158 millions d'électeurs inscrits, l'AIP et les mouvements de l'ALBA mettent en garde contre des tentatives signalées de responsables de l'administration Trump visant à jeter le doute sur l'intégrité du scrutin. Parmi celles-ci figureraient des allègements douaniers conditionnés à la participation de « dissidents politiques » jugés favorables.

La déclaration appelle les organisations populaires à surveiller le processus, à dénoncer l'ingérence impérialiste et à soutenir les organisations de base brésiliennes face aux menaces qui pèsent sur la souveraineté démocratique.

[En savoir plus](#)



Contre l'escalade de la normalisation avec Israël

Le Parti de la Voie démocratique des travailleurs du Maroc condamne la décision gouvernementale d'intensifier les relations diplomatiques avec Israël jusqu'à l'échange d'ambassadeurs et à l'ouverture d'ambassades. Il qualifie cette décision de grave escalade de la normalisation, institutionnalisant une coopération diplomatique, économique, sécuritaire et technologique, tout en renforçant la dépendance politique et militaire du Maroc à l'égard des cercles sionistes et impérialistes. Le parti distingue clairement la préservation de l'héritage juif marocain de la légitimation de la politique israélienne à l'égard du peuple palestinien. Il exige l'abandon complet de la normalisation, la suspension de tous les accords politiques, sécuritaires, techniques et économiques avec Israël, la protection du droit de manifester contre cette normalisation, ainsi qu'un soutien renouvelé aux droits nationaux palestiniens, y compris le droit au retour et à l'autodétermination.

[En savoir plus](#)



L'économie de guerre du Soudan creuse l'abîme économique

Le Comité économique du Parti communiste soudanais estime que la guerre a plongé le pays dans la crise économique et sociale la plus grave de son histoire moderne : une économie parallèle où les intérêts militaires et commerciaux s'entremêlent aux réseaux de contrebande, aggravant des décennies de défaillances structurelles — développement inégal, affaiblissement du secteur productif, corruption et dépendance aux rentes et prélèvements plutôt qu'à la production. Le Soudan a perdu, de manière cumulée, 43% de sa production réelle en 2023 et 2024, l'activité économique ayant cessé dans de vastes parties du pays. En août et septembre 2026, le dollar a dépassé 6000 livres soudanaises sur le marché parallèle. Le Bureau central des statistiques estime que 82,8% de la population vit désormais sous le seuil de pauvreté, tandis que l'insécurité alimentaire s'étend.

[En savoir plus](#)



L'AES fête ses trois ans : un appel à l'action lancé par Pan Africanism Today

À l'approche du troisième anniversaire de la création de l'Alliance des États du Sahel, le 16 septembre 2026, le secrétariat de Pan Africanism Today a lancé un appel à l'action. Il présente l'évolution de cette alliance défensive

vers la Confédération des États du Sahel — avec le retrait de la CEDEAO, une force unifiée, un Parlement confédéral inauguré et la Banque confédérale d'investissement et de développement de l'AES (BCID-AES) — comme l'infrastructure matérielle d'une souveraineté réelle, plutôt que comme une simple protestation contre le néocolonialisme.

Citant une récente résolution du Parlement européen sur les affaires intérieures du Niger comme « le dernier exemple en date du réflexe néocolonial », le secrétariat appelle les organisations du monde entier à publier des déclarations de solidarité, à organiser des mobilisations de rue et des événements d'éducation politique autour de cet anniversaire, et à soutenir les engagements annoncés par l'AES : mettre fin au franc CFA et annuler les traités hérités de l'époque coloniale et de la conférence de Berlin. Cet appel étend cette même solidarité à « tous les peuples contraints de payer le prix de leur propre lutte de libération, de la Palestine au reste de l'Afrique ». [En savoir plus](#)



La solidarité en procès : ManiFiesta et la nécessité d'un front révolutionnaire

Dix-sept mille personnes se sont rassemblées à Ostende les 12 et 13 septembre pour ManiFiesta, le festival annuel du Parti du travail de Belgique, mêlant politique, musique et débats. Le festival, dont le groupe de Manu Chao était tête d'affiche, a notamment accueilli des professionnel·les de santé qui ont utilisé cette tribune pour exiger des mesures contre le génocide et la militarisation, au nom de leur devoir professionnel.

Quelques jours avant l'ouverture, le ministre de la Défense Theo Francken [a laissé entendre](#) que la nouvelle loi antiterroriste belge pourrait s'appliquer aux intervenant·es du festival, le qualifiant sur les réseaux sociaux de « festival communiste de haine des Juifs ». Peter Mertens, secrétaire général du PVDA/PTB, l'a accusé de chercher à discréditer un rassemblement de solidarité plutôt que de s'y confronter politiquement, tandis que Francken a nié avoir demandé son interdiction.

La tentative de criminaliser les espaces dans lesquels ces rassemblements se tiennent ne fait que renforcer l'argument avancé par [Manolo De Los Santos](#) : l'impérialisme, affaibli dans de nombreux endroits mais toujours plus violent, avide de ressources, de domination et de l'exploitation totale du Sud global, ne peut être affronté qu'en organisant un front révolutionnaire unissant toutes celles et tous ceux qui s'opposent à son programme de catastrophe climatique, de guerre sans fin et d'extrême droite. Cette lutte doit se mener « dans le domaine des idées, mais aussi dans la rue ».



Mtetezi wa mkulima ni mkulima mwenyewe : Le défenseur de l'agriculteur est l'agriculteur lui-même!

Du 29 septembre au 1er octobre, 850 petits agriculteurs de toute la Tanzanie se sont réunis à Morogoro pour la Conférence nationale des petits agriculteurs et la 31^e assemblée générale annuelle du Mtandao wa Vikundi vya Wakulima Tanzania (MVIWATA), sur le thème « Vers la souveraineté alimentaire : sécurité foncière, agroécologie et justice économique pour les petits agriculteurs ». Les agriculteurs ont témoigné des terres perdues et des vies perdues dans les conflits fonciers non résolus ; les délégués de cinq régions ont décrit un système de commercialisation qui laisse le prix entre les mains d'autres.

La conférence a décidé de présenter les cas fonciers de ses membres au gouvernement, de documenter les lacunes des marchés agricoles, de construire une banque de semences dédiée aux semences autochtones, et d'ouvrir un forum inclusif sur le commerce du carbone. Les ambassadeurs de Cuba et de Palestine étaient présents avec les petits agriculteurs déclarant leur solidarité avec le peuple de Cuba et de Palestine. Le secrétariat de Pan Africanism Today a participé au programme et a livré un message de solidarité.

En solidarité

Cuba n'est pas une menace



Alors que les États-Unis renforcent leur blocus et assiègent l'approvisionnement de Cuba en carburant, le monde assiste à un génocide silencieux sur l'île : des pannes de courant qui retardent une intervention chirurgicale, des médicaments qui ne peuvent parvenir jusqu'au pays, des médecins et des enseignants qui travaillent dans l'obscurité plutôt que de fermer leurs portes.

Derrière ces souffrances se trouve tout un arsenal de dispositifs illégaux : la loi Helms-Burton et l'activation de son titre III en 2019, la réinscription de Cuba sur la liste des États soutenant le terrorisme, l'état d'urgence national de janvier 2026, les droits de douane visant les pays fournissant du pétrole à Cuba, ainsi que le décret présidentiel n° 14404 de mai 2026, qui étend le blocus au-delà des frontières états-uniennes jusqu'à imposer une véritable privation de carburant.

Il s'agit d'une stratégie poursuivie par Washington depuis six décennies pour briser un peuple qui n'a jamais cessé de partager le peu dont il dispose, notamment en envoyant des médecins soigner des populations dans le monde entier. Alors que la 81e session de l'Assemblée générale des Nations unies doit se prononcer de nouveau sur le blocus les 27 et 28 octobre, l'AIP appelle les organisations du monde entier à mener des campagnes d'information contre le faux récit d'une « menace cubaine », à organiser des actions publiques autour du vote, à fournir une aide matérielle — médicaments, matériel médical et panneaux solaires pour répondre à la crise du carburant — et à préparer leurs bases à se mobiliser en cas d'attaque militaire contre l'île.

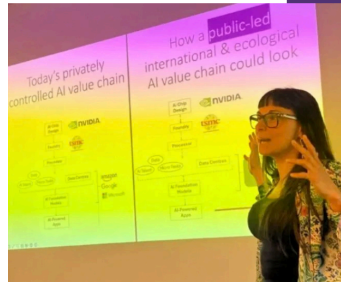
Nouvelles



Les autorités israéliennes ordonnent la fermeture totale de la Cisjordanie

Les autorités israéliennes ont ordonné la fermeture complète de tous les points de passage vers et depuis la Cisjordanie, du 27 septembre jusqu'au 3 octobre au moins. Des patients, des personnes âgées, des femmes enceintes et des enfants non accompagnés ont été bloqués pendant des heures aux points de contrôle, tandis que plus de 100 colons ont pénétré sans entrave dans des villes situées à l'ouest de Ramallah.

[En savoir plus](#)



Cecilia Rikap : « Les géants de la tech se livrent à une nouvelle forme d'extractivisme »

L'économiste argentine Cecilia Rikap estime que les grandes entreprises technologiques pratiquent un « extractivisme des connaissances » : elles s'approprient des données et des savoirs scientifiques produits collectivement tout en contrôlant les connaissances qui seront développées.

[Lire la suite](#)



Marche fédérale pour la défense de la santé publique en Argentine

Plus de 80 organisations se sont mobilisées le 27 septembre, du ministère de la Santé jusqu'à la Plaza de Mayo, exigeant que le gouvernement Milei revienne sur les coupes qui ont affaibli les hôpitaux nationaux, les salaires des travailleurs et travailleuses de santé, les fournitures médicales et les organismes censés les soutenir.

[Lire la suite](#)



Le Maroc réprime les militant.es alors que les appels au boycott des élections se multiplient

Alors que l'opposition aux élections du 23 septembre se transforme en appels au boycott de ce que ses détracteurs décrivent comme un « théâtre antidémocratique », les autorités marocaines ont engagé une répression contre les militant.es qui organisent ce mouvement.

[En savoir plus](#)



Les services de renseignement brésiliens mettent en garde contre une ingérence « critique » des États-Unis dans les élections brésiliennes

Un rapport indique que Washington chercherait à réduire l'influence de la Chine et à étendre son contrôle sur l'Amérique latine.

[En savoir plus](#)



Les BRICS appellent à la fin du blocus états-unien contre Cuba et condamnent les violations israéliennes et états-uniennes en Iran

Lors du 18e sommet des BRICS à New Delhi, les 11 États membres ont exigé la levée immédiate du blocus états-unien, toujours plus strict, contre Cuba. Ils ont également condamné les « attaques délibérées contre des infrastructures civiles et des installations nucléaires pacifiques » en Iran, tout en soutenant la création d'un État palestinien dans les frontières de 1967.

[En savoir plus](#)



« Nous lutterons et nous vaincrons » : l'engagement panafricaniste en faveur des réparations

Trois décennies d'organisation panafricaniste en faveur de la justice réparatrice ont produit des avancées institutionnelles concrètes : la reconnaissance par le Ghana, à l'ONU, de l'esclavage comme l'un des pires crimes contre l'humanité ; le plan de réparations en dix points de la CARICOM présenté au Parlement en juillet 2026 ; et un nouveau centre universitaire consacré aux réparations en Jamaïque.

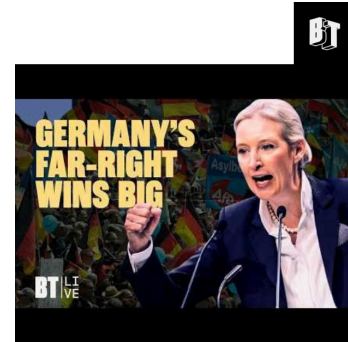
[En savoir plus](#)



Nicolás Maduro n'est pas coupable

Maduro fait face à des accusations de trafic de drogue fondées sur le prétendu « *Cartel de los Soles* » — une organisation que l'*Associated Press* décrit elle-même comme « pas un cartel à proprement parler ». Or, le Venezuela ne produit qu'une fraction de la cocaïne acheminée par la Colombie, le Pérou ou la Bolivie. Selon l'article, cette affaire créerait un précédent permettant aux tribunaux états-uniens de revendiquer une compétence sans limites sur les chefs d'État étrangers.

[En savoir plus](#)



Comment l'AfD utilise Israël pour redorer l'image de l'extrême droite allemande

L'AfD, un parti fondé par des conservateurs avant d'être investi par des factions néonazies, se présente aujourd'hui comme « la force politique la plus pro-israélienne d'Allemagne ». Selon le militant antifasciste Philipp Slanina, cette stratégie de rebranding lui permet de se présenter comme immunisée contre l'étiquette néonazie, tout en défendant certaines des répressions les plus sévères d'Europe contre l'expression de la solidarité avec la Palestine.

[Regardez la vidéo](#)

Analysis et alertes

Marcher sur deux jambes : le socialisme de la modernisation chinoise

En retraçant le développement de la Chine à travers trois phases — l'établissement des fondations (1949–1978), l'industrialisation rapide (1978–2013) et la recherche d'une prospérité commune écologiquement durable (depuis 2013) — ce dossier soutient que la modernisation chinoise est une

modernisation socialiste : des mécanismes de marché orientés vers le bien-être collectif, et non vers le profit comme une fin en soi.

[En savoir plus](#)

Les BRICS à Delhi : bâtir un système commercial affranchi du contrôle occidental

Lorsque Washington peut geler les avoirs d'un pays à sa guise, la réponse qui se dessine à la suite du récent sommet en Inde n'est pas une monnaie rivale, mais une reconfiguration discrète de la manière dont les pays se règlent entre eux.

[Lire la suite](#)

Les jeunes veulent un avenir

Les soulèvements de la jeunesse, du Kenya au Pérou, partagent une même racine : 257 millions de jeunes dans le monde sont sans emploi, ne suivent ni études ni formation. Une génération dont l'avenir a été confisqué par des systèmes économiques qui font primer le capital sur le droit à un travail digne, à l'éducation et à la vie collective.

[Lire la suite](#)

De la terre et du sang : la littérature révolutionnaire de Lu Xun, quatre-vingt-dix ans après sa mort

À travers des essais politiques et des discours de la dernière décennie de sa vie, ce dossier revient sur les réflexions de Lu Xun concernant la langue, le désespoir, l'internationalisme et le terreau culturel nécessaire à la transformation sociale.

[Lire la suite](#)

Assemblée internationale des peuples



Cet e-mail a été envoyé à {{ contact.EMAIL }}
Vous avez reçu cet e-mail car vous êtes abonné(e) à notre newsletter.

[Se désabonner](#)